

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection au titre du code de l'environnement

DREAL Bourgogne Franche-Comté

Unité Départementale de Saône-et-Loire	Mission Déchets
Noms des inspecteurs : Céline LEROUX et Séverine SOWINSKI Confirmation de l'annonce de l'inspection : 21 octobre 2016 Date de l'inspection : 3 novembre 2016 Type d'inspection : <input checked="" type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle	
Détail des circonstances : L'inspection est réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.	
Établissement : SMET 71 - ECOCEA Commune : CHAGNY 71150 Activité : Installation de tri-méthanisation-compostage	Autorisation Priorité : A enjeux
Liste des installations inspectées : ensemble des installations de tri-méthanisation-compostage Thèmes : <ul style="list-style-type: none"> le suivi du plan d'actions relatif à la précédente inspection du 26 novembre 2015, le suivi de l'autosurveillance des rejets de votre installation (aqueux, gazeux), le suivi de la maintenance des équipements de sécurité et de contrôle du bon fonctionnement de votre installation, la traçabilité des déchets issus de l'exploitation de l'usine de tri-méthanisation-compostage. 	
Référentiel de l'inspection : Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 1013136-0015 du 16 mai 2013	
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : Monsieur LEONARD Landry – Vice-président du SMET 71 Monsieur TRAMOY Vincent – Directeur général des services – SMET 71 Madame COULON Blandine – Directrice administrative SMET 71 Monsieur TESTEVIDE Philippe – Directeur de l'usine ECOCEA - TIRU Monsieur CROS Stéphane – Directeur adjoint de l'usine ECOCEA - TIRU	
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : Depuis la dernière inspection de novembre 2015, d'importantes actions de mise en conformité ont été conduites (mise sur rétention, affichage, mise en place de clôture autour des équipements à risque, rédaction d'un bon nombre de procédures, tableau de suivi des contrôles de l'installation complété et renseigné...). Cependant, des justificatifs de réception de conformité de l'usine ne sont toujours pas disponibles ; ils devront l'être au plus vite et adressés à l'inspection des installations classées. Par ailleurs, la traçabilité des déchets produits par l'établissement n'est pas satisfaisante et devra être entièrement vérifiée et complétée. Enfin, des non-conformités et observations ont été formulées et sont explicitées dans le tableau des constats joint à cette fiche de constatations. Elles devront faire l'objet d'actions correctives et de réponses de la part de l'exploitant.	

Suites envisagées : Observations à traiter par courrier		
Liste des documents établis suite à la visite : Lettre à l'exploitant		
Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
A Mâcon, le 08 novembre 2016 L'inspectrice de l'environnement  Céline LEROUX	A Dijon, le 08 novembre 2016 L'inspectrice de l'environnement  Séverine SOWINSKI	A Mâcon, le 08 novembre 2016 Le responsable de l'unité départementale de Saône-et-Loire  Patrice CHEMIN

TABEAU DES CONSTATS D'ÉCARTS ET DES CONSTATS PERTINENTS


SMET 71 – ECOCEA - tri/méthanisation/compostage – Inspection du 3 novembre 2016

Référentiel :


- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2013136-0015 du 16 mai 2013

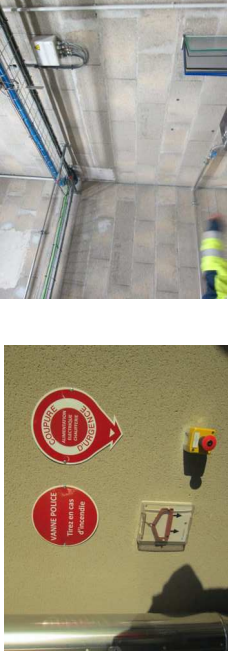
Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations
1.2.1 à 1.2.4	Situation administrative – rubriques- consistance des installations - limites autorisées	Observations	L'exploitant a transmis au préfet le 17 février 2015, complété le 23 juin 2015, un porter à connaissance pour plusieurs modifications des installations concernant le traitement de l'air des bâtiments, le système de lavage du biogaz, les équipements sous pression de gestion du biogaz, le rejet des eaux pluviales... En outre, il a transmis la déclaration du statut « IED » de l'installation au regard des rubriques 3000. L'exploitant a également porté à connaissance du préfet d'autres modifications par courrier en date du 14 avril 2016, ainsi que la situation des activités par rapport aux rubriques 4000.
1.6.3	Garanties financières	Observations	Acte de cautionnement valide du 01/01/2015 au 31/12/2019 pour un montant de 934 021,36€. Au vu des modifications apportées à l'installation, il convient d'actualiser le calcul du montant des garanties financières et de le transmettre à l'inspection avec tous les éléments justificatifs nécessaires à sa détermination.
3.1.3 et 3.1.4	Odeurs et plaintes olfactives (registre)	Conforme	Un registre est mis en place. Aucune plainte n'a été reçue en 2016.
3.2.1	Registre des incidents sur les installations suivantes : chaudière, torchère et biofiltre	Conforme	Les incidents sont notés dans le registre de quarts. Dans le cas où une intervention de la maintenance est nécessaire, une fiche est créée dans la GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur).
3.2.3, 3.2.4.1 et 9.2.1.1.1	Rejets atmosphériques Emissions canalisées (chaudière et torchère) : contrôle annuel sur paramètres définis à l'article 3.2.4.1	Observations	Les rejets atmosphériques issus de la chaudière et de la torchère ont été contrôlés les 8 et 9 février 2016. Les valeurs limites d'émissions sont respectées. Cependant, la vitesse d'éjection des gaz de la chaudière ne respecte pas le minimum de 5 m/s (3,7 mesuré). Le débit et la vitesse d'éjection des gaz de la torchère ne sont pas spécifiés.


Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations
3.2.4.2	Fonctionnement de la torchère Enregistrement en continu de la température (minimale 900°C pendant 0,3 s). Fonctionnement limité à 200 h/an.	Non conforme	Depuis début 2016, la torchère a fonctionné 2 193,5 h. Les heures imputables aux arrêts techniques liées à l'usine ECOCEA, bien que sous-évalués initialement, sont loin d'expliquer, à eux seuls, ce constat. En effet, il s'explique aussi par : - le manque de tonnage à l'entrée de l'installation qui ne permet pas une injection de biométhane tout le week-end, - les arrêts techniques de GRT Gaz qui n'ont pas été synchronisés avec ceux de ECOCEA, - l'absence d'injection lorsque TERREAL ne consomme pas de gaz (environ 1 mois/an).
3.2.4.3 et 9.2.7.2	Installation de traitement de l'air Analyse annuelle de NH ₃ et H ₂ S.	Conforme	Les analyses ont été faites le 14 juin 2016.
3.2.5 et 9.2.7.1	Odeurs 600 uoE/Nm ³ maxi au niveau des biofiltres. 5 uoE/Nm ³ maxi sur 175 h/an dans un rayon de 3kms autour du site. Réalisation d'une étude odeurs dans l'année suivant la mise en service avec mesure des principales sources odorantes et actualisation de l'étude dispersion.	Non conforme	Une étude odeurs a été réalisée les 16 et 17 juin 2015. Le niveau d'odeurs mesuré en sortie des biofiltres est de 770 uoE/Nm³. L'étude de dispersion n'a pas été actualisée. Des mesures d'odeurs en sortie des 3 biofiltres ont également été faites en juin 2016 et montrent encore des dépassements de la valeur limite de 600 uoE/Nm ³ . Le rapport met aussi en évidence des passages préférentiels dans les biofiltres. L'installateur des biofiltres doit passer avant la fin d'année sur le site pour vérifier les équipements, et de nouvelles mesures sont prévues.
4.1.1, 4.1.2 et 9.2.2	Prélèvements d'eau Prélèvement maximal annuel : 15 000 m ³ Relevé mensuel de la consommation Protection du réseau d'eau potable (disconnecteur)	Non conforme	La consommation en eau pour 2015 est de 5 883 m ³ . Sur les trois premiers trimestres 2016, elle est de 3 487 m ³ . Un relevé est effectué de manière hebdomadaire. Le disconnecteur sur l'arrivée générale d'eau potable a été mis en place, mais le jour de l'inspection, les regards contenant le disconnecteur et le compteur sont remplis d'eau rendant le dispositif de protection inopérant et le compteur inaccessible. Le justificatif de contrôle du disconnecteur, une fois la remise en conformité opérée, est à transmettre à l'inspection des installations classées.
6.2.1, 6.2.2 et 9.2.6.1	Bruit Mesure dans les 6 mois suivants la mise en service, puis tous les 3 ans	Conforme	Des mesures de niveaux sonores ont été réalisées en décembre 2015 selon le plan annexé à l'arrêté d'autorisation. Les valeurs limites de niveau ambiant et d'émergence sont respectées.

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations
4.3.1	<p>Identification des effluents L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment les eaux de ruissellement des parkings (EPV1 – EPV2) les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (toiture...) (EPT3 – EPT4) ; les eaux usées domestiques (ED) ; les eaux de procédé : les eaux des aires d'entreposage des matières à traiter, de compostage, des équipements de lavage et d'épuration des gaz, des tubes malaxeurs et digesteurs (EU1 – EU2). 		<p>Des modifications sur les réseaux ED et EPV1 et les capacités de certains bassins ont été portées à connaissance du préfet dans le dossier en date du 17 février 2015 et complété le 23 juin 2015.</p> <p>De nouvelles modifications seront à porter à portée à connaissance du préfet avec un plan actualisé des réseaux, en ce qui concerne la gestion des eaux des aires d'entreposage des équipements de lavage et d'épuration des gaz. En effet, l'exploitant souhaite recueillir séparément ces eaux pluviales pour les sortir des eaux de process et diminuer l'excédent hydrique traité en STEP. L'acide sulfurique et la lessive de soude stockés sur cette plate-forme le sont dans des cuves double peau.</p>
4.3.5 et 4.3.6	<p>Identification des bassins et cuves de collecte des effluents Localisation des points de rejet L'établissement comporte les bassins et cuves suivants reportés avec leur référence sur un plan annexé au présent arrêté :</p> <ol style="list-style-type: none"> bassin d'orage de 740 m³ (eau pluviale de voirie hors entrée de site) ; bassin d'orage de 50 m³ (eau pluviale de voirie d'entrée de site et eaux domestiques après traitement) ; bassin de réserve d'eau d'incendie de 690 m³ (eau pluviale de toiture) ; cuve de collecte de 15 m³ (eau pluviale des toitures du bâtiment administratif) ; fosse d'eau de procédé de 80 m³ (laveur/dépoussiéreur, laveur acide après neutralisation, biofiltre, lavage inertes et engins, épuration biogaz, condensats biogaz) ; fosse tampon de 15 m³ (neutralisation des rejets du laveur acide) ; bassin de rétention des eaux d'incendie de 510 m³ (détournement avant bassins n° 1 et 3) ; bassin de valorisation du biotype situé en dehors du périmètre des installations ; fosse de 2 m³ de récupération des effluents du biofiltre ; fosse de récupération des condensats du biogaz. <p>A l'exception de la noue végétalisée, les bassins et cuves sont étanches. L'exploitant détermine les contrôles et vérifications nécessaires pour s'assurer de leur étanchéité.</p>	Observations	<p>Depuis la dernière inspection, l'exploitant a identifié physiquement sur le site l'ensemble des points de rejets aqueux.</p>  <p>Le programme de contrôles et vérifications, synthétisé dans un tableau excel disponible sur site, intègre le contrôle d'étanchéité des rétentions et des cuves double paroi. Pour l'instant, aucun contrôle sur ces aspects n'a été réalisé.</p>




Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations
5.1.7	Déchets produits par l'établissement et quantités maximales stockées sur site	Non conforme	<p>Au 31 octobre 2016, le stock de métaux ferreux est de 988 tonnes, ce qui est bien au-dessus des 60 m³ autorisés par l'arrêté préfectoral. Ce stock occupe plus de deux casiers de stockage de compost, ce qui génère des problèmes d'organisation sur le site.</p> <p>Le jour de l'inspection, il n'y avait aucun déchet non ferreux, aucun plastique (évacué régulièrement vers l'ISDND attenante). Aucun compost déclassé n'a été produit depuis la mise en service de l'usine.</p> <p>En ce qui concerne la traçabilité des déchets, de nombreuses non-conformités ont été observées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le CAP n°20150505C pour l'évacuation des excédents hydriques de process à la station d'épuration de Chalon-sur-Saône n'est pas correctement renseigné. Il fait d'état d'eaux de ruissellement alors que ce sont des eaux de process, il n'est pas signé du producteur du déchet et le code déchet n'est pas indiqué. - Dans le registre de sorties des déchets, l'évacuation des boues issues des séparateurs d'hydrocarbures n'est pas rattachée au bon CAP (20150505C au lieu de LV-20754). Le CAP LV-20754 est à transmettre à l'inspection. Sur les BSD des séparateurs d'hydrocarbures et sur le registre des déchets, le code déchet indiqué ne correspond pas à celui de l'arrêté préfectoral. - La graisse mécanique est repérée dans le registre par le code déchet 12 02 12*, qui ne correspond pas à ce type de déchet. Le CAP n°ED07-08923 (valable jusqu'au 31/12/2016) renvoie au code déchet 09 01 13* qui ne correspond ni à celui du registre, ni au déchet produit par l'exploitant. - Les boues de curage des fosses de procédé (code déchet 19 08 13*) ont été récemment évacuées et ne sont pas reportées dans le registre. L'exploitant transmettra le CAP et le BSD correspondant à l'évacuation de ce déchet. <p>L'exploitant devra transmettre une actualisation du tableau mentionné à l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013, car plusieurs déchets ne sont pas mentionnés (charbon actif usé, excédent hydrique, graisse mécanique, D3E,...). En parallèle, l'exploitant devra actualiser en conséquence le montant des garanties financières.</p>

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations
7.1.1	Recensement des locaux à risques et matérialisation des zones ATEX	Observations	<p>Le recensement des zones ATEX a été réalisé et reporté sur un plan. Les autres zones à risques ne sont pas identifiées sur un plan, notamment zones à risques incendie.</p> <p>Les zones ATEX ont été repérées physiquement sur le site. Des clôtures ont été mises en place autour des équipements à risque ATEX avec un panneau de rappelant les consignes de sécurité.</p> 
7.1.2	Etat des stocks de produits dangereux	Observations	<p>Un recensement des produits dangereux sur site a été réalisé et leurs lieux de stockage ont été positionnés sur un plan.</p> <p>Certaines fiches de données de sécurité ne sont pas à jour (prise en compte du règlement CLP) : NETPRO 2000 et lubrifiant PTFE.</p>
7.1.4	Contrôle des accès	Conforme	<p>Le site est ceint d'une clôture. Un poste d'accueil permet de canaliser les entrées. Le poste d'accueil est informé journalièrement des visites prévues sur le site pour mieux contrôler les entrées. Les visiteurs sont soit accompagnés sur le site par un agent de l'entreprise, soit inscrits dans un registre entrées-sorties avec leur heure de départ et d'arrivée.</p> <p>Un plan d'implantation de 16 caméras est disponible. Environ la moitié de ces caméras permettent de surveiller l'accès aux installations ; les autres caméras visuelles ont uniquement un intérêt « process ». Les vidéos de ces caméras sont enregistrées.</p>

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations
7.2.2	Chaufferie	Conforme	<p>La chaufferie est située dans un local en parpaings béton. Les passages de câble à travers les murs coupe-feu ont été obturés depuis l'inspection du 26 novembre 2015. De même, le dispositif de coupure situé à l'extérieur du local chaufferie a été repéré.</p>  <p>Une procédure de sécurité pour tester le système de fermeture du clapet de la chaudière a été rédigée et déjà mise en œuvre.</p>
7.2.3.2	Plan d'organisation des secours L'exploitant élabore un plan de lutte contre l'incendie, actualisé tous les trois ans, comportant notamment les modalités d'alerte, les modalités d'intervention de son personnel, les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident et, le cas échéant, les modalités d'évacuation. Ce plan est établi en lien avec les services d'incendie et de secours.	Non conforme	La rédaction du plan ETARE est commencée, mais non finalisée. Néanmoins, des exercices ont déjà eu lieu, et les contacts avec les services d'incendie et de secours sont établis.
7.2.3.3	Désenfumage	Non conforme	<p>Sous réserve d'une identification correcte des zones à risques incendie (cf article 7.1.1), des DENFC ont été installées selon les préconisations de l'arrêté préfectoral. Une attestation de conformité à la norme NFS 61-932, en date du 11 avril 2014, a été présentée</p> <p>Le rapport de contrôle des trappes de désenfumage de 2015 fait état d'anomalies (vérins défectueux à la fermeture, signalétique des commandes à mettre en place à deux endroits). Les travaux de mise en conformité ont été commandés, mais ne sont pas encore réalisés. Un nouveau contrôle, à l'issue des travaux, est prévu fin 2016. Ce compte-rendu de vérification devra être transmis à l'inspection.</p>

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations
7.2.4	<p>Moyens de lutte contre l'incendie</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 poteaux d'incendie alimentés par le bassin de réserve d'eau d'incendie. - Extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. - Moyens de lutte contre l'incendie capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	Observations	<p>Les 5 poteaux incendie ont été vérifiés le 30 décembre 2015 (débits et pressions conformes). L'efficacité des poteaux incendie en période de gel n'a pas encore été testée.</p> <p>Le niveau d'eau dans le bassin incendie est matérialisé par une jauge. Le jour de l'inspection, le volume d'eau nécessaire est présent. Un plastique est présent dans la réserve ; une vigilance doit être apportée pour éviter que de tels déchets bouchent la canalisation d'aspiration.</p>  <p>3 exercices de situation d'urgence ont été réalisés en novembre 2015 (évacuation), en février 2016 (déversement accidentel d'un produit chimique) et en avril 2016 (déclenchement portique radioactivité sur une situation réelle). Quelques points d'amélioration ont été mis en évidence dans les compte-rendus de ces exercices :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décompte des personnes présentes sur site (action d'amélioration déjà apportée : voir point 7.1.4), - audition de l'alarme en tout point du site (action d'amélioration déjà apportée : une alarme a été ajoutée dans les bureaux administratifs), - opérateurs non formés au risque chimique (formation prévue en 2017), - localisation d'un accident sur un personnel isolé sur un site vaste, - douche portative à mettre en place (action d'amélioration déjà apportée : les douches ont été déplacées au plus près des zones à risques), - panneautage à prévoir pour limiter l'accès en cas d'accident (action corrective déjà apportée), - procédure radioactivité à faire évoluer (actions d'amélioration déjà apportées : la procédure radioactivité a été révisée, une sonde déportée a été commandée). <p>Le réseau de sprinklage est installé, mais n'a pas été réceptionné. Le plan de récolement et le compte-rendu de réception de l'installation sont à transmettre à l'inspection.</p>

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations
7.3.1	Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Non conforme	Le rapport de vérification de mai 2015 montre des non-conformités sur les matériels installés en zone ATEX par rapport au zonage établi.
7.3.2	Installations électriques Installations électriques réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.	Observations	Le rapport de mai 2015 fait état de nombreuses non-conformités. Des travaux ont été réalisés en octobre 2016. Un nouveau contrôle est prévu le 30 novembre 2016. Le compte-rendu sera à transmettre à l'inspection des installations classées.
7.3.3	Protection contre la foudre Vérification complète du dispositif dans les 6 mois après son installation, puis tous les deux ans. Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent. Enregistrement des agressions de la foudre.	Observations	La vérification initiale a été réalisée le 30 décembre 2015. Le rapport conclut à l'absence des parafoudres téléphoniques, centrale incendie et centrale radioactivité mentionnés dans l'étude technique. Le paratonnerre du bâtiment digesteur est conforme. Le système de protection contre les effets directs de la foudre est conforme à l'étude technique, mais le système de protection contre les effets indirects ne l'est pas. Les travaux de mise en conformité ont été réalisés. Un nouveau contrôle est prévu en fin d'année. Le compte-rendu sera à transmettre à l'inspection des installations classées.
7.3.6	Systèmes de détection Vérification semestrielle au minimum de la maintenance des systèmes de détection (incendie, gaz,...).	Observations	Lors de sa vérification, un dysfonctionnement a été constaté sur le dispositif de détection incendie. Des travaux sont prévus. Le compte-rendu de réception de l'installation est à transmettre à l'inspection. Les détecteurs gaz (O ₂ , NH ₃ , H ₂ S, CO, CH ₄) (6 portatifs et 14 fixes) ont fait l'objet de vérifications le 11 octobre 2016. Les détecteurs gaz fixes sont reportés sur un plan. Les plans des détecteurs incendie et du réseau d'extinction automatique (sprinklage) n'ont pas été contrôlés.

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations
7.4.1	Retentions et confinement	Observations	<p>Un plan de localisation des produits liquides susceptibles de générer une pollution en cas d'accident a été établi. Ce plan mentionne les volumes stockés par type de produit et les volumes de rétention nécessaires par zone.</p> <p>Ce plan a été vérifié le jour de l'inspection.</p> <p>Il est résulte que ce plan est conforme à la réalité. Deux oublis ont toutefois été relevés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réserve de glycol pour le groupe froid n'apparaît pas, - la cuve de rétention pour la zone de dépotage de l'acide sulfurique et la soude n'est pas répertoriée sur le plan. <p>Les cuves double paroi pour le fioul, l'acide sulfurique et la lessive de soude sont équipées de détecteurs de fuite.</p> <p>Tous les produits sont identifiés. Un affichage clair et lisible est réalisé.</p> <p>Les bidons qui n'étaient pas sur rétention lors de la précédente inspection, le sont désormais.</p> <div data-bbox="611 616 849 943">  </div> <div data-bbox="611 275 849 591">  </div> <p>Un bidon fuyard, à côté du TMB, a toutefois été observé.</p> <div data-bbox="919 454 1161 781">  </div> <p>En ce qui concerne le dispositif d'obturation du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie, le constat est le même que lors de la précédente inspection (fermeture non automatique et longue manuellement).</p>

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations
7.5.1	<p>Surveillance de l'installation L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p>	Non conforme	Aucun document n'a pu être présenté à l'inspection pour justifier l'organisation mise en place.
7.5.2	<p>Travaux Délivrance de permis d'intervention et de permis de feu</p>	Conforme	Des permis d'intervention et de feu sont délivrés lors des travaux le nécessitant. Depuis la dernière inspection, une plus grande rigueur a été apportée sur le suivi des permis de feu, notamment la vérification et la traçabilité de l'absence de points chauds 2h après les travaux sont correctement réalisées sur les permis de feu contrôlés par sondage.
7.5.3	<p>Vérification périodique et maintenance des équipements Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des matériels de sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz), de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche...) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage est élaboré avant la mise en service de l'installation. Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance précité. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées</p>	Observations	<p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique est établi au travers d'un tableau excel. Il sert de programmation et suivi des contrôles. Les contrôles sur les équipements liés au biogaz ont été inclus dans ce dispositif.</p> <p>Un contrôle trimestriel enregistré est réalisé par deux agents, sous forme d'une ronde, dans les différentes installations avec des points de contrôle spécifiques (accès aux extincteurs, RIA, porte-coupe feu opérationnelle, rétention présente et disponible, test sécurité de la chaudière, EPI disponibles,...).</p> <p>Certaines vérifications ont des échéances dépassées (surlignées en rouge dans le tableau).</p>
7.6.1	Équipement fixe de détection de matières radioactives	Conforme	Un portique de détection de la radioactivité pour les déchets entrants est présent sur site. Il a fait l'objet d'une vérification le 10 octobre 2016 (résultat conforme).
7.6.2	Mesures prise en cas de détection de déchets radioactifs	Observations	<p>Une consigne pour l'intervention en cas de détection de radioactivité a été élaborée, testée en situation réelle et adaptée en fonction du retour d'expérience.</p> <p>Des rapports d'incident ont été établis. Le rapport est conçu pour servir de fiche réflexe, d'enregistrement chronologique des événements et de suivi des actions.</p> <p>Deux détecteurs portatifs sont été achetés pour les 1^{ères} mesures par du personnel interne ayant suivi une formation. Le jour de l'inspection, l'un de ces détecteurs est en vérification, l'autre a été vérifié le 23 septembre 2016.</p> <p>Une sensibilisation large des agents à la consigne radioactivité reste à faire.</p>

Article	Exigence(s) à vérifier	Nature du constat	Constats/Commentaires/Observations
8.1.11 et 9.2.1.1.3	Analyse du biogaz Avant épuration : trimestriel sur CH ₄ , CO ₂ , O ₂ , H ₂ S et NH ₃ Après épuration : annuel sur CH ₄ , CO ₂ , O ₂ , H ₂ S et NH ₃ + suivi des mesures effectuées par le gestionnaire du réseau de transport de gaz Teneur maximale en H ₂ S avant épuration comprise entre 100 et 1000 mg/Nm ³ .	Observations	La composition du biogaz avant épuration est analysée et enregistrée en continu. Un opérateur réalise, 6 fois/jour, dans le cahier de quart, un relevé des valeurs de composition du biogaz. Le NH ₃ n'est pas analysé contrairement à ce que prescrit l'arrêté d'autorisation. Une analyse a été faite en juin 2015 sur le biogaz avant épuration. La teneur en H ₂ S est de 39 ppm. Des analyses ont été faites sur le biométhane injecté par le gestionnaire du réseau en juin et octobre 2015.
8.2.5	Gestion des stockages L'aire de stockage des composts finis est dimensionnée de façon à permettre le stockage de l'ensemble des composts fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles.	Non conforme	En raison des problèmes d'évacuation des déchets ferreux (qui occupent deux casiers complets) et de reprise de composts (a priori temporaires) par la filière agricole, des tas de composts sont stockés sur site à l'extérieur de la zone de stockage dédiée couverte, mais également en dehors du site dans l'enceinte de l'établissement voisin.
8.2.8	Prévention des nuisances	Observations	Pour remédier au problème d'empoussièrement dans le bâtiment de stockage et broyage des déchets verts, relevé lors de la précédente inspection, des ventilateurs et des gaines ont été placés de manière plus efficiente dans le bâtiment. Il est prévu des prélèvements (piquage sur gaine) tous les 6 mois pour vérifier l'efficacité du dispositif avec déclenchement d'un nettoyage en fonction des résultats. L'exploitant transmettra la procédure mise en place pour ce suivi (seuil retenu pour déclencher le nettoyage, modalités de nettoyage,...) et les résultats du premier contrôle.
9.2.5	Autosurveillance du structurant recirculé Prescription d'analyses sur 6 échantillons de structurant recirculé (un tous les deux mois). Critères et seuils de la norme NFU 44015	Observations	4 analyses ont été faites depuis la mise en service de l'installation. Les résultats sont conformes sur CTO et ETM. Les inertes et impuretés n'ont pas fait l'objet d'analyses sur les 3 derniers prélèvements.
9.4.1	Transmission de rapports annuels avant le 30 avril de l'année n+1	Observations	Le rapport annuel a été réceptionné par l'inspection le 9 juin 2016. Il fait état d'une étude technico-économique en cours sur les métaux ferreux et d'un porter à connaissance à venir sur les excédents hydriques produits par le biofiltre et les laveurs du traitement de l'air. L'inspection des installations classées est en attente de ces documents.